

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'Offres ouvert international n° / 2025

Passé en application de l'article 7 et 19 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

d'une part : L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par sa Directrice Générale,

Et,

d'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

- Patente n° :

- N° d'identification fiscale

- n° de l'identifiant Commun de l'Entreprise :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, désigné ci-après par le titulaire

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES :**ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet : Mission d'assistance technique pour la vérification de la conformité technique des équipements et fournitures destinés aux établissements de l'OFPPT.

Le marché issu du présent appel d'offres est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa b) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe I-3) du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique du titulaire ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE N° 3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le Décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Le (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété.
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant Organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
- L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 : CARACTERE DES PRIX

Les prix de la prestation objet du présent marché sont fermes.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 5 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix - détail estimatif, aux quantités pour les prestations réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 6 : DROITS DE TIMBRES

Le titulaire s'acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE

Le présent marché cadre est conclu pour une période déterminée n'excédant pas l'année en cours. Il sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (03) années. La durée du marché-cadre court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis de deux (2) mois adressé par lettre recommandée avant sa date d'échéance. Elle donne lieu à la résiliation du marché.

Pendant la durée du marché-cadre, les quantités des prestations à exécuter et leur délai d'exécution sont précisés pour chaque commande par le maître d'ouvrage en fonction des besoins à satisfaire. Les délais d'exécution des prestations à exécuter sont régis par l'article 8 ci-après.

ARTICLE 8 : DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le délai d'exécution d'une prestation de mission(s) de vérification de conformité technique et de remise des rapports définitifs des vérifications de conformités techniques est fixé à huit (08) jours maximum, à partir de la date d'envoi de la lettre de mission par l'OFPPT rallongée de (n+2) jours.

n : correspond au nombre de missions en cours

Dans le cas où le nombre de missions ($n \leq 2$), le délai d'exécution est égal à 8 jours.

ARTICLE 9 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **un pour mille (1/1000)** par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien Le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10)% du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à :

Quarante-trois mille deux cents Dirhams (43 200,00 DH)

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG- EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 70 du CCAG applicable, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

ARTICLE 11 : MODALITES DE LA COMMANDE

Les ordres de service sont établis par le maître d'ouvrage, selon les besoins de l'OFPPT et transmises au prestataire par email, Fax, courrier physique ou tout moyen approprié pouvant assurer une date certaine de réception et précisant les informations relatives à la mission . Passés les délais prescrits à l'article 8, les pénalités de retard prévu à l'article 9 seront appliquées sans mise en demeure et du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 12 : LANGUES UTILISEES

Les langues de travail pour l'exécution des prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offres sont l'arabe et/ou le français.

ARTICLE 13 : RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE

1- Réception partielle :

Mensuellement, le maître d'ouvrage effectue les modalités de vérification des prestations précitées, est prononce le cas échéant, la réception partielle des prestations concernées.

2- Réception provisoire du marché :

A la fin de chaque année, un procès-verbal de réception provisoire partielle sera établi et signé par le titulaire et l'OFPPT.

3- Réception définitive du marché :

La dernière réception partielle tient lieu de réception du marché-cadre, il sera procédé à une réception définitive qui marquera la fin du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi à cet effet et signé par le titulaire et l'OFPPT.

ARTICLE 14 : MODE DE PAIEMENT.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées après service fait et par application des prix unitaires définis et établis pour chaque prix par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Le règlement des prestations réalisées sera effectué **mensuellement**.

Le paiement des prestations réalisées par le titulaire sera réglé, sur présentation de la facture établie en 6 exemplaires.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

Dispositions relatives à la facturation :

☐ En application de l'ARTICLE 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 120 jours au maximum à compter de la date de facturation ;

- Le prestataire doit impérativement établir une facture conformément aux dispositions de l'ARTICLE 146 du Code Général des Impôts et des dispositions de l'ARTICLE 78-2 de la Loi 69-21. Tout dépôt non conforme à la réglementation sera considéré comme nul et non avenue ;
- Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception ;
- Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre la loi 69-21.

ARTICLE 15 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS.

Le titulaire sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPT, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans ou informations fournis par l'OFPPT ou en son nom et au sujet du marché à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPT, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérées dans le paragraphe précédent, si ce n'est pour l'exécution du marché.

Tout document, autre que le marché lui-même, énuméré dans le 1^{er} paragraphe demeurera la propriété de l'OFPPT et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'OFPPT sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du titulaire exécutées.

ARTICLE 16 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPPT, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création.

En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de service ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE

Le corps principal du marché est indivisible et couvre à cet effet toutes les prestations qui y sont prévues.

ARTICLE 18 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc. Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement. En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 19 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE 20 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **soixante (60) jours** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 21 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE 22 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

Les cautionnements provisoires et définitifs seront restitués dans les conditions prévues par les articles 15 et 16 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23 : MOYENS EN PERSONNEL

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission.

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celle de la personne à remplacer.

- 1) Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.
- 2) Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE 24 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le titulaire, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 26 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- 1-La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par la Directrice Générale de l'OFPPT ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet ;
- 2-Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le trésorier payeur auprès de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur ; le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

ARTICLE 28 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO seront appliquées.

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

Article 30 : Octroi d'avances

Dans le cas d'octroi d'avances par le maître d'ouvrage il est fait application des dispositions du décret n° 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics.

Le paiement de cette avance sera effectué après :

- La réception par le titulaire de l'ordre de service de commencement des prestations ;
- Le dépôt d'une demande d'avance auprès du maître d'ouvrage ;
- La présentation par le titulaire d'une caution personnelle et solidaire d'avance instaurée par le décret précité.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC).


Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché. Le remboursement du montant total de l'avance doit, en tout état de cause, être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.

Article 31 : Promotion de l'emploi local

Le présent marché de services prévoit que le titulaire du s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations.

Le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région (Casablanca-Settat)

LE CONCURRENT	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	 Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique Abdeltif AOUICHI

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS
TECHNIQUES
(C. P. T.)**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Annexe : Spécifications techniques (termes de référence) relatifs à l'appel d'offres ayant pour objet : Mission d'assistance technique pour la vérification de la conformité technique des équipements et fournitures destinés aux établissements de l'OFPPT.

INTRODUCTION

L'OFPPT contracte des marchés et Bons de commandes d'équipements et fournitures afin de doter son dispositif de formation en matériel et fournitures adéquats

Ces fournitures et équipements concernent plusieurs secteurs, dont notamment :

- | | |
|--|---------------------------------------|
| ▪ Fabrication Mécanique | ▪ Hôtellerie Tourisme et restauration |
| ▪ Electrique | ▪ Aéronautique |
| ▪ Electronique et Mécatronique | ▪ Sports (Equestres, Golf, etc..) |
| ▪ Bâtiment et TP | ▪ Mobilier |
| ▪ Digital et intelligence artificielle/Réseaux | ▪ Audio-Visuel et Cinéma |
| ▪ Plasturgie | ▪ Industries de process |
| ▪ Thermique et froid | ▪ Cuir |
| ▪ Textile et confection | ▪ Paramédical/Santé |
| ▪ Transport et logistique | ▪ Construction Métallique |
| ▪ Energies renouvelables | ▪ Arts Graphiques |
| ▪ Agriculture / Agroalimentaire | ▪ Artisanat |
| ▪ Infrastructures & installations portuaires | ▪ Pêche & aquacultures |
| | ▪ Évènementiel |
| | ▪ Aires ,espace de jeux & SAP |

LOT unique: MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA VERIFICATION DE CONFORMITE TECHNIQUE**ARTICLE 1 : DEFINITION D'UNE MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

La mission d'assistance technique pour la vérification de contrôle de conformité est définie par les actions suivantes :

1. Assurer la vérification de conformité technique, par le biais d'experts compétents.
2. Vérifier la conformité technique des équipements et fournitures par rapport aux spécifications techniques précisées dans les marchés ou bons de commande concernés.
3. Vérifier la quantité et la qualité, des équipements et fournitures livrées et décrire éventuellement l'état physique avec commentaire des équipements et fournitures concernées.

ARTICLE 2 : DEMARCHE DE REALISATION DE MISSION DE VERIFICATION DE CONFORMITE TECHNIQUE

Le titulaire reçoit de l'OFPPT une demande d'intervention sous forme d'ordre de service (transmis par email, Fax, courrier physique ou par tout moyen approprié justifiant la réception).

Cette demande précise :

- Le numéro et l'objet du marché ou Bon de commande objet de l'intervention,
- Le lieu d'intervention,
- La date et l'heure d'intervention,
- La liste des équipements et fournitures à vérifier.

L'OFPPT fourni également au titulaire :

- Une copie du marché, bon de commande ou convention et éventuellement l'offre technique du titulaire du marché ou bon de commande objet de la mission.

Le titulaire est dans l'obligation de répondre positivement à cette demande en confirmant la date d'intervention et préciser le(s) nom(s) de(s) l'intervenant(s) et dans un délai ne dépassant pas les 48heures.

ARTICLE 3 : MOYENS A METTRE EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE

Le titulaire est réputé disposer de tous les moyens humains et les capacités techniques nécessaires pour se prononcer sur la conformité technique des équipements et fournitures vérifiées.

Le titulaire est réputé également connaître les textes régissant l'exécution des marchés et Bons de commande de fournitures de l'OFPPT. Ces textes sont énumérés dans les clauses particulières de ces marchés ou Bon de commande.

ARTICLE 4 : LANGUE UTILISE

La langue utilisée dans les rapports et les correspondances échangées est la langue française.

Toutefois, la maîtrise de la langue anglaise pour des fins d'études des catalogues et documentations des fournisseurs est à assurer par le titulaire.

ARTICLE 5 : LIVRABLES DES PRESTATIONS

- Le titulaire doit remettre au représentant de l'OFPPT, séance tenante, le PV définitif de l'expert sur la vérification de conformité technique et des équipements et fournitures livrées. Aussi, il doit préciser si les équipements et fournitures vérifiés sont à réceptionner.

Le PV définitif doit être signé par le Titulaire et le Représentant de l'OFPPT.

- L'expert peut, si nécessaire, demander un complément d'informations ou des documents pouvant approfondir et confirmer ses vérifications.
- Le titulaire doit remettre à l'OFPPT, dans un délai de 5 jours maximum, le rapport définitif documenté avec des photos des équipements et fournitures vérifiés.

Ce rapport doit préciser :

- La conformité technique des équipements et fournitures vérifiés par rapport aux spécifications techniques contractuelles,
- Les observations constatées,
- Les quantités livrées,

- L'avis sur la qualité des équipements et fournitures vérifiés,
- **Les améliorations éventuelles à prendre en considération lors des prochaines acquisitions, soit par appels d'offres soit par bons de commandes.**

ARTICLE 6 : RECEPTION DES LIVRABLES

- Le titulaire dépose le rapport définitif documenté à l'OFPPT au secrétariat du maître d'ouvrage ;
- L'OFPPT dispose d'un délai de 8 jours pour accepter ou formuler ses observations ou des réserves,
- Lorsque l'OFPPT formule des observations ou des réserves, une réunion doit être tenue dans les locaux de l'OFPPT pour les examiner,
- Cette réunion doit être tenue dans un délai de 8 jours à partir de la date de réception des observations de l'OFPPT,
- Le titulaire fournira, à l'OFPPT dans un délai de 3 jours, un nouveau rapport définitif tenant compte des résultats des réunions suscitées.

ARTICLE 7 : EQUIPE DEDIEE

L'équipe dédiée à ces prestations doit comporter parmi ses membres les compétences minimales suivantes :

- Experts d'un niveau Bac + 5 ou plus ;
- Experts ayant cumulé une expérience approuvée de plus de 10 années en rapport avec l'objet de l'appel d'offres.

Les CV de ces experts signés doivent être joints à leurs offres techniques.

Le titulaire du marché ne peut opérer aucun changement de l'équipe, dont les CV ont été joints à l'offre technique, qu'après accord explicite et écrit de l'OFPPT. Les changements devront porter sur des profils similaires de même niveau ou plus.

ARTICLE 8 : DEFINITION DU MODE DE FACTURATION

➤ Mission initiale de contrôle de conformité :

Est considéré comme mission de vérification de conformité technique donnant lieu à une facturation, une mission étalée sur une journée de travail et comprenant un ou plusieurs marchés ou Bon de commandes et concernant un site.

➤ Mission de contrôle de levée de réserves :

Est considéré comme mission de vérification dans le cadre de la levée de réserves donnant lieu à une facturation, une mission étalée sur une journée de travail et comprenant plusieurs marchés ou bon de commandes et concernant un site. Toutefois la levée de réserve concerne les observations, non conformités et non livraisons lors de l'opération de contrôle de conformité technique.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET IMPARTIALITE

Le titulaire s'engage à assumer sa responsabilité avec impartialité et neutralité. Il déclare n'être lié à aucune des parties auxquelles les conclusions du processus de vérification de conformité technique pourraient procurer un avantage.

Il n'existe aucun fait ou élément, passé, actuel ou susceptible d'apparaître dans un avenir prévisible, qui pourrait remettre en question leur indépendance.

Si, au cours du processus de vérification de conformité technique, il s'avère qu'une telle relation existe ou a été établie, le titulaire doit le signaler à l'OFPPT et faire cesser l'expert concerné, sans délai, de prendre part au processus de vérification de conformité technique.

Les experts intervenants ne doivent pas être auparavant employés par le fournisseur de la fourniture à vérifier ou de l'un de ces membres lorsqu'il s'agit de regroupement.

Le titulaire et ses experts mobilisés ne doivent pas être dans une situation qui pourrait jeter un doute sur leurs capacités à vérifier la conformité technique des fournitures.

Le titulaire et ses experts s'engagent à conserver de manière sûre et confidentielle les informations et les documents qui leurs seront communiqués ou dont ils prennent connaissance.

Le titulaire et ses experts s'engagent à n'exploiter les informations et les documents qui leurs seront communiqués qu'aux seules fins des missions de vérification de conformité technique et à ne les communiquer à aucune tierce partie.

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

Mission d'assistance technique pour la vérification de la conformité technique des équipements et fournitures destinés aux établissements de l'OFPPT.

item n°	DESIGNATION	QUANTITE DES MARCHES OU BC		UNITE	Prix unitaire H.TVA EN CHIFFRE (3)	Prix TOTAL H.TVA EN CHIFFRE	
		MINIMUM (1)	MAXIMUM (2)			MINIMUM (1)x(3)	MAXIMUM (2)x(3)
1	Mission initiale D'assistance Technique Pour La Vérification De Conformité Technique	200	400	Marché			
2	Mission D'assistance Technique Pour Le Contrôle de Levée des Réserves	100	200	Marché			
3	Indemnité kilométrique (aller-retour)	50 000	100 000	KM			
TOTAL HTVA							
TVA (Taux 20 %)							
TOTAL TTC							

Fait à....., le

Signature et cachet (du concurrent)